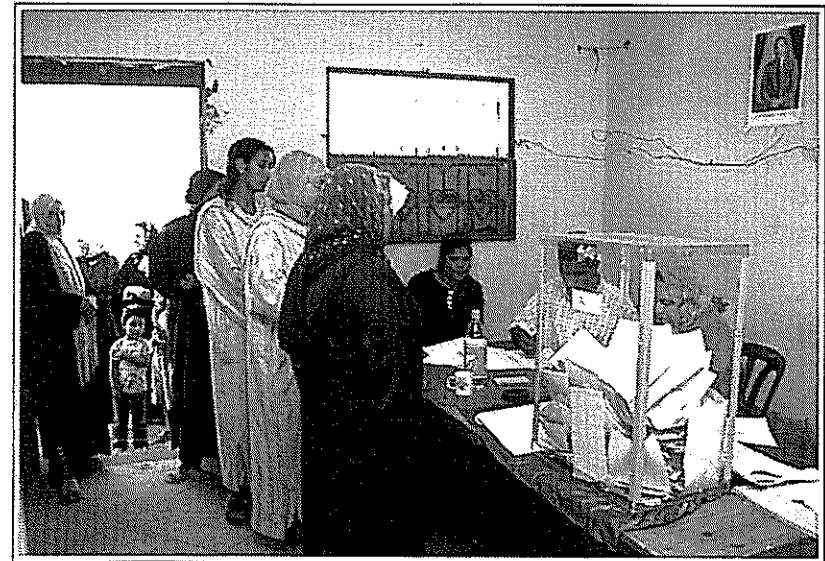


---

SOUS LA DIRECTION DE  
**Mounia Bennani-Chraïbi, Myriam Catusse  
et Jean-Claude Santucci**

# Scènes et coulisses de l'élection au Maroc

Les législatives 2002



Les élections législatives marocaines de septembre 2002, premier scrutin organisé sous le règne de Mohammed VI, ont été l'objet de nombreuses espérances et conjectures de la part des observateurs comme des élites politiques marocaines. Au-delà de cet horizon d'attentes, fait de représentations multiples des évolutions du régime et concentré sur le face-à-face entre la monarchie et les partis politiques, quelles lectures proposer de ce scrutin ? Que nous apprennent les expériences multiples vécues au cours de la campagne, du vote et de ses lendemains ?

Cet ouvrage collectif renoue avec une sociologie électorale quelque peu délaissée ces dernières décennies dans le pays, où la dimension compétitive de l'élection reste soumise à caution. Les différentes contributions qui le composent mettent l'accent sur les logiques de représentation et de mobilisation qui traversent le moment électoral, en rendant compte de la pluralité des acteurs : ceux qui occupent le devant de la scène, comme ceux qui s'activent dans les coulisses. Faisant varier les échelles, elles s'intéressent à ce qui est donné à voir, à entendre, à espérer et aux mises en scène du politique. Elles en examinent les répertoires discursifs, gestuels, visuels, parfois musicaux.

Par delà les petits et les grands enjeux affichés, cet ouvrage espère ainsi éclairer, au prisme du moment électoral, les restructurations d'un ordre sociopolitique. Loin d'affirmer que « rien ne change » ou que l'épreuve des urnes est mystificatrice, il considère des transformations en pointillé de la représentation politique, des manières d'aller au peuple, de voter ou de s'abstenir. Il explore les luttes symboliques auxquelles se livrent les candidats pour définir l'excellence politique, pour délimiter les frontières de la notabilité et du militantisme. Il observe la reconfiguration des relations de clientèle et de proximité. En filigrane, une question se pose : l'un des enjeux fondamentaux des tribulations de la scène électorale marocaine ne serait-il pas d'étendre, pour les uns, et de retarder, pour les autres, l'exercice effectif du suffrage à des catégories jusque-là exclues de la représentation ?

Ont contribué à cet ouvrage : Mounia Bennani-Chraïbi, Myriam Catusse, Hsain Ilahiane, Rémy Leveau, Jean-Claude Santucci, Victoria Veguilla et Lamia Zaki.

Collection dirigée par Jean Copans



9 782845 865891

ISBN : 2-84586-589-9

## Les auteurs

Mounia Bennani-Chraïbi, professeur en sciences politiques à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne ;

Myriam Catusse, chercheur au CNRS en sciences politiques à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman d'Aix-en-Provence ;

Hsain Ilahiane, professeur en anthropologie à Iowa State University, Ames, Iowa ;

Rémy Leveau, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris et conseiller scientifique à l'Institut français des relations internationales ;

Jean-Claude Santucci, chercheur au CNRS en sciences politiques, directeur-adjoint de l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman d'Aix-en-Provence ;

Victoria Veuilla, doctorante à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et à l'Université de Grenade ;

Lamia Zaki, doctorante à l'Institut d'études politiques de Paris.

## Chapitre 4

### Actes de vote et d'abstention à Casablanca

Mounia Bennani-Chraïbi

Pendant la campagne électorale, État, partis, candidats, médias... s'investissent pour mobiliser les électeurs. Afin d'orienter les votes, les concurrents diffusent une série de messages, sollicitent tous les sens, s'accaparent de l'espace public qu'ils transfigurent par leurs tentatives de marquer les territoires et les esprits<sup>1</sup>. Mais qu'en est-il de l'impact effectif de cette activité débordante et qu'advient-il des messages émis ? Au terme de quel cheminement, l'électeur décide-t-il de se déplacer ou non vers l'urne ? À partir de quels mécanismes accorde-t-il ses faveurs à l'un ou à l'autre ?

L'objectif de cette étude fondée sur une approche qualitative n'est pas tant d'expliquer l'orientation du vote, qui est à saisir en tant qu'acte social et politique, que les significations que les électeurs de circonscriptions populaires urbaines lui accordent, avec une dimension d'autant plus expressive et extra-politique (symbolique, affective) qu'au Maroc ce geste est loin d'être une « pratique longuement assimilée ». En effet, le vote n'est pas « gouverné par des conventions sociales largement intériorisées » (selon une formule empruntée à Déloye, 1993). L'activité électorale présente un caractère incertain, peu balisé, faiblement

---

<sup>1</sup> Les données principales sur lesquelles s'appuie cette étude ont été recueillies à l'occasion du scrutin législatif du 27 septembre 2002, pendant la campagne électorale et le jour de la consultation. L'enquête s'est déroulée dans deux localités de Casablanca : Hay Hassani, une zone dense de petits logements collectifs et Derb Soltan, un lieu d'habitat populaire à très forte concentration humaine. Je me suis également basée dans cette partie sur des sources recueillies au cours d'autres élections. Voir notamment Bennani-Chraïbi (1995).

institutionnel. Cependant, je ne me contenterai pas de l'aborder du point de vue du « cens caché », conformément à une conception de « la politique comme stock de connaissances » qui renvoie à une vision trop dichotomique de l'ordre social « dominants et dominés, spécialistes et profanes, compétents et incompétents » (Donegani, 1997, p. 165), car il est difficile de considérer les détritres placés dans l'enveloppe jetée dans l'urne ou les insultes proférées par écrit uniquement comme un signe d'incompétence. En réalité, le moment électoral révèle l'ensemble des postures à l'égard de la scène politique instituée, les stratégies d'*exit*, de *voice*, de récrimination publique, de loyauté, mais aussi d'affrontement larvé, sous forme de langage codé, d'échanges en coulisses (Scott, 1990), les pratiques de résistance et de détournement plus ou moins ouvertes. « À l'exclusion qui prévaut au niveau de la sphère politique visible correspond l'inventivité de tous, et indirectement l'affirmation d'un savoir-faire exercé entre autres dans le décodage de la vie politique [...]. À la légitimité dont se parent les différents acteurs politiques s'oppose une opération de délégitimation portant aussi bien sur les personnes que sur les grandes causes ou institutions » (Bennani-Chraïbi, 1994, p. 191-192). Parallèlement à l'attention portée aux actions de « désymbolisation »<sup>2</sup>, il importe aussi de s'interroger sur « la motivation de l'électeur lorsqu'il prend part à des élections non concurrentielles ou semi-concurrentielles » (Rouquié, 1978, p. 106) et, dans le cas du Maroc de septembre 2002, lorsqu'il participe à des élections pour lesquelles des enjeux essentiels du pouvoir sont soustraits à la compétition. Dans un premier temps, je ferai part d'interactions auxquelles j'ai assisté pendant la campagne. Ensuite, je montrerai que l'acte de vote est le plus souvent construit et négocié socialement. Enfin, je m'attacherai à relever quelques modalités du vote et de l'abstention<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Selon les termes de Philippe Braud, des actions de « désymbolisation par démythologisation, dérision, destruction du sens », faisant basculer « la dramaturgie grandiose [...] dans le ridicule » (1996, p. 95 et 214).

<sup>3</sup> Dans une recherche longitudinale ultérieure, il serait intéressant de saisir le moment électoral, l'acte de vote, les significations de celui-ci, ses fluctuations dans une sorte de continuum, par rapport à des parcours et à partir d'un « jeu d'échelles », d'allers-retours entre le local, le national, le transnational, de manière à restituer une série d'interprétations de l'évolution du vote dans le temps (événements fondateurs, effets de génération, accidents biographiques, etc.), des continuités et des ruptures, des déceptions, des reconversions. En d'autres termes, il s'agira d'« articuler déplacements individuels, restructurations (effectives ou ressenties) du champ politique et fluidité des votes » (Lehingue, 1996).

### Interactions de campagne

Lors des rassemblements et des tournées effectuées par les candidats et leurs agents, j'ai observé au moins deux logiques d'interaction : la première est dominée par un souci de conciliation, la seconde est marquée par l'affrontement. Au cours des réunions à dominante féminine, l'assistance alterne louanges, prières pour le candidat, plaintes, sollicitations et dénigrement des adversaires. Pendant le face-à-face public est privilégié le registre accommodant de la civilité, de la flatterie à l'égard des dominants (le fait même de se présenter aux élections introduit dans le monde des élites), voire du soutien inopiné. Ainsi, au cours d'une des rencontres organisées avec les femmes par Touria Tazi de Forces citoyennes<sup>4</sup> à Derb Soltan, un homme âgé de soixante ans survint et se lança dans le panégyrique de la candidate, louant son action de bienfaisance, confortant ses dires par son statut d'enseignant, par sa connaissance du milieu politique. La nouvelle venue sur la scène électorale a manifesté de l'étonnement. Mais loin des compétiteurs et des leurs, les langues se délient et peuvent laisser place à d'autres types de propos : « Les échanges en coulisses caractérisent le discours que l'on tient hors scène, en dehors de l'observation directe des détenteurs du pouvoir » (Scott, 1990, p. 42). Interrogé de manière insistante sur la nature de ses votes précédents, celui qui s'était improvisé garant de la rectitude et de l'altruisme de la candidate m'a révélé qu'il avait toujours voté pour l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Il pense qu'il faut laisser à la principale organisation de gauche une nouvelle chance, de manière à ce qu'elle poursuive son entreprise de réforme initiée pendant l'alternance « consensuelle » initiée en 1998, sous la primature de Abderrahmane Youssoufi, secrétaire-général de l'USFP. D'une part, il a cherché à se faire reconnaître comme intermédiaire influent et peut-être à créer un sentiment d'obligation chez la bénéficiaire de ses éloges. D'autre part, en son for intérieur, il restait fidèle à une identification politique historiquement construite à travers une socialisation dans l'univers enseignant. De même, au cours des petits entretiens que j'ai réalisés à la suite des rencontres ou des cortèges de l'USFP ou du vieux parti nationaliste de l'Istiqlal auxquels je me suis jointe pour tenter de mesurer l'impact produit et l'authenticité des soutiens proclamés, il est arrivé que ceux ayant affirmé : « Nous sommes avec vous », expriment d'autres intentions de vote. À côté des stratégies d'évitement, ou des tentatives de gérer les différents liens d'interconnaissance dans lesquels les électeurs sont localement insérés,

<sup>4</sup> Parti créé en 2002, par Abderrahim Lahjouji, ancien président de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM). Touria Tazi, épouse d'un grand industriel, est une nouvelle venue sur la scène électorale.

transparaissent également indifférence, méfiance, ressentiment : « Tout cela m'est passé par dessus la tête », « C'est rentré par une oreille et c'est sorti de l'autre », « Tous les programmes se ressemblent », « Ce ne sont que des promesses en l'air », « Ce sont tous des voleurs ».

Toutefois, l'expression se libère en présence des candidats et de leurs représentants lorsque l'espace n'est plus domestique, qu'il est davantage public ou semi-public (pas de la porte, café), que les liens de proximité ou de voisinage sont ténus, beaucoup plus chez les jeunes et les hommes que chez les femmes et les plus âgés. L'on demande à voir le candidat, surtout lorsqu'on n'est pas en mesure d'en avoir connaissance à travers les supports écrits. Les manifestations d'indifférence, de déception, de lassitude, comme les récriminations et les frustrations deviennent audibles. Les actions de désymbolisation se multiplient comme l'illustre cette réponse faite à Assia Akesbi (candidate USFP, Aïn Choq-Hay Hassani) par une jeune passante en jellaba, après que celle-ci lui eut tendu une rose : « J'ai mis le bouton de rose dans l'eau, la rose n'a pas éclos, elle s'est fanée ». À une femme qui distribuait un imprimé portant le symbole de l'abeille, des passants ont demandé : « Est-ce qu'il y a du miel en perspective ? » La dame a répliqué poliment : « Il y aura de la prospérité (*al-khir*) ». Mais on lui a rétorqué : « On risque seulement d'être piqué ». Ceux qui diffusaient les tracts portant l'emblème de la clé s'entendaient dire parfois : « Ce ne sont pas les clés de la prospérité, ce sont les clés d'Okasha [prison célèbre, accueillant des détenus d'opinion] ». Et aux Istiqlaliens qui clamaient : « C'est le parti de ceux qui ont libéré le pays », des jeunes gens répondaient inlassablement : « Vous n'auriez pas dû, il aurait mieux valu laisser la colonisation, la situation aurait été meilleure ». Les tentatives de légitimation et de mobilisation par les « origines », en l'absence de réalisations, sont dans ce cas totalement remises en cause.

L'expression de la colère gronde d'autant plus lorsque la déception succède à la proximité idéologique dans la relation à un parti donné. Lors d'une tournée nocturne effectuée par l'USFP, dans l'un de ses anciens bastions à Derb Lihoudi (Derb Soltan), j'ai pu observer des hommes ayant entre 23 et 40 ans qui affirmaient avoir soutenu les mobilisations électorales précédentes du parti de gauche, interpeller, apostropher les membres du cortège, en exigeant des comptes et parfois en dénonçant les pratiques des élus et les choix du parti. La campagne se transforme alors en véritable occasion de communication entre la « base » et les « militants » qui s'efforcent de répondre aux reproches, en demandant des preuves, en cherchant à démentir les rumeurs, en conseillant aussi d'écrire une lettre au bureau régional (et non pas au

journal)<sup>5</sup> lors de la constatation d'une irrégularité commise par un élu de l'USFP. C'est aussi un moment privilégié pour expliciter le caractère progressif des réalisations, l'absence de baguette magique, pour rappeler la nature des obstacles, ou tout simplement pour préciser les distinctions entre les fonctions des élus locaux et nationaux. Mais par delà ces face-à-face, la nature du vote ou de l'abstention se négocie le plus souvent dans des cercles plus restreints.

### Le geste électoral comme occasion de réactivation des relations de sociabilité

L'acte de vote est *a priori* le résultat d'une socialisation politique primaire, puis secondaire. Or, dans une étude précédente, j'ai montré qu'une carence se dégageait au niveau de la socialisation familiale des personnes engagées dans le champ associatif observé à Hay Hassani et à Derb Soltan (Bennani-Chraïbi, 2003). Les parents transmettent plutôt la crainte et la méfiance à l'égard du *Makhzen* et des puissants. Cette déficience de l'héritage politique implique un plus grand poids de la socialisation secondaire qui favorise la grande variété des orientations adoptées au sein d'une même fratrie. Plus précisément, le rapport au politique se configure dans l'intrication entre réseaux, espaces et micro événements. Il en est de même pour le geste électoral, un acte social « inscrit dans une société locale qui lui confère des caractères originaux » (Huard, 1991, p. 321). Il est clair que le vote donne fréquemment lieu à des discussions au sein de la famille, entre voisins et voisines, avec les amis et fait intervenir la pluralité des cercles d'appartenance dans lesquels se meut l'individu. C'est « le résultat d'un arbitrage qu'effectue l'électeur entre ses différentes allégeances » (Déloye, 1993, p. 95).

Dans les circonscriptions observées, il existe même un « vote concerté » (Jaffrelot, 1996, p. 601), qui est à distinguer du « vote communautaire », expression d'une mobilisation ethnique ou religieuse<sup>6</sup>, et qui révèle moins des hiérarchies et des dépendances sociales, que des liens préexistants, relativement denses, parfois renforcés par des réseaux horizontaux, informels, d'entraide mutuelle. Dans les ruelles animées par

<sup>5</sup> *Itihad Ishtiraki*, le quotidien de l'USFP en langue arabe, est l'un des journaux les plus lus du pays. Avant la libéralisation politique qui a commencé au début des années quatre-vingt-dix, il dominait le champ de la presse non étatique et jouait un rôle de contre-pouvoir. Les lecteurs lui adressent toutes sortes de courriers dénonciateurs.

<sup>6</sup> Voir à ce sujet Ihl (2000, p. 24). Pour une approche socio-historique, se reporter à Garrigou (1992), Huard (1991). Pour une approche comparative, se référer aux travaux des africanistes et notamment au dossier spécial de *Politique africaine* (Otayek, 1998). L'exemple de l'Inde étudié par Christophe Jaffrelot (1996) présente également un grand intérêt.

un esprit de corps puissant, la société du coin de rue peut ainsi constituer un vecteur de mobilisation électorale<sup>7</sup>. Les personnages « saillants », reconnus comme aptes à énoncer l'intérêt collectif, ne sont pas nécessairement les chefs de famille les plus âgés ou les plus fortunés. Il s'agit souvent des plus jeunes et des plus diplômés que le savoir a doté d'un rôle social dans des zones où l'illettrisme domine<sup>8</sup>. On se rapproche ici davantage du « patronage démocratique »<sup>9</sup>. D'après l'enquête, il apparaît aussi que des femmes sans instruction sont parvenues à infléchir le vote de leurs parents, de leurs frères et sœurs, ou de leur mari dont l'opinion n'était pas arrêtée, ce qui constitue une transformation fondamentale par rapport à d'autres circonstances où les voix féminines étaient le plus souvent orientées, voire détournées par les mâles de la famille (Chambergeat, 1961, p. 109 ; Claisse, 1984, p. 643). Sfia, 42 ans, mère de quatre enfants, analphabète, illustre bien ce phénomène. Sa participation depuis deux ans aux activités de l'Association Derb El-Miter Bouchentouf (ADMB) lui donne un nouveau statut au sein de son environnement, légitime ses sorties dans l'espace public, lui permet de se faire une opinion, de décider pour qui les siens vont voter, alors que son mari, faiblement politisé, n'a pas le temps de réfléchir à la question :

« Avant on votait sans savoir. [Maintenant] j'ai appris plusieurs choses. Je sais distinguer. »<sup>10</sup>

Les interactions sont en effet d'autant plus fortes lorsqu'elles impliquent une personne qui possède une identification politique claire, ou qui se sent convaincue par un candidat ou par une liste. Mais, plus généralement, ces votes sont volatiles et dépendent des enjeux, des négociations, des fréquentations du moment comme l'illustrent les propos d'un musicien qui possède un café à Derb Soltan :

« Avant, j'avais voté pour le RNI, j'étais dans une association de parents d'élèves, j'étais en harmonie avec les gens qui s'y trouvaient et qui appartenaient au RNI. Je me suis joint à eux, nous étions des enfants du quartier. [...] En 1993, ce devait être l'Istiqlal. J'étais en relation avec des artistes istiglaliens. À chaque fois que je trouve des gens dans le domaine de l'art, je les suis qu'il s'agisse d'association, ou de parti. Pour cette campagne, il y a eu des contacts avec des artistes... Les gens se réunissent ici pour discuter. Le candidat [du PSD] sait parler avec art. Les artisans se sont solidarisés autour de ce monsieur. Ce sont des artistes eux aussi, des gens propres. »<sup>11</sup>

<sup>7</sup> Voir dans ce volume « Mobilisations électorales à Derb Soltan et à Hay Hassani (Casablanca) ».

<sup>8</sup> Christophe Jaffrelot a observé une mutation identique en Inde (1996, p. 601).

<sup>9</sup> Pour des développements sur ce concept élaboré par Maurice Agulhon, voir dans ce volume « Mobilisations électorales à Derb Soltan et à Hay Hassani (Casablanca) ».

<sup>10</sup> Entretien, le 27 septembre 2002.

<sup>11</sup> Entretien, le 25 septembre 2002.

Inversement, il arrive que les interactions soient faibles et les concertations inexistantes y compris au sein de la famille. Certains interviewés n'avaient aucune idée de l'orientation de vote de leurs parents ou de leurs frères et sœurs. Dans d'autres cas, plusieurs intentions de vote se sont exprimées dans un même foyer, laissant transparaître le poids de socialisations secondaires divergentes, ou d'allégeances individuelles ponctuelles, en rapport avec les cercles et les marchandages de chacun. Si j'ai souvent croisé des jeunes qui se flattaient de mobiliser leur ruelle dans une direction ou une autre, j'ai également entendu d'autres qui rejetaient violemment tout ce qui pouvait ressembler à un « vote grégaire » (Rouquié, 1978, p. 73), assimilant les « leaderships de rue » à de l'inconscience et faisant valoir la nécessité d'une réflexion individuelle approfondie, reposant sur la lecture attentive des programmes, l'écoute des candidats, les discussions avec les pairs. Il est alors beaucoup question de « vote selon la conscience » et de « for intérieur ». Tandis que le vote concerté exprime le desserrement de l'emprise des notables et la capacité du groupe à promouvoir ses propres intérêts selon des logiques plutôt horizontales, les proclamations d'une opinion politique forgée personnellement traduisent un désencastrement du groupe et un processus d'individualisation<sup>12</sup>. Reste à approfondir les ressorts précis de production des choix électoraux.

### Des modalités de vote diversifiées

Un électorat est un groupe « homogénéisé » de manière factice (Offerlé, 2001, p. 101), car tous les électeurs sont loin de faire leur choix et de se repérer dans le marché de l'offre politique de la même manière. Si certains ont, du fait de leur socialisation, une aptitude à distinguer clairement un parti ou un programme politique, d'autres sont déboussolés, au sens propre du terme, et ont recours à d'autres mécanismes pour s'orienter. Lorsqu'elle a lieu, l'identification de l'électeur au candidat se produit ainsi selon une pluralité de modalités : partisane, conjoncturelle, éthique, « catégorielle », de proximité (quartier, village, région), d'échange, etc. L'introduction d'un bulletin unique, le découpage électoral élargissant la taille des circonscriptions et le changement de mode de scrutin ont eu pour objectif affiché de favoriser les grands partis, d'amener les votes à s'exprimer en faveur d'un programme politique et, surtout, de barrer la route à l'achat des voix. Or, en dépit de ces mesures,

<sup>12</sup> Voir ce que dit Alain Garrigou à ce sujet dans un tout autre contexte, en faisant allusion aux travaux de Norbert Elias : « La prétention à voter "selon sa conscience" a souvent dû être conquise mais cette expression pacifiée et personnelle de l'opinion politique n'était concevable que dans la discipline d'une "société d'individus" » (1992, p. 19).

les « votes d'échange » (Ihl, 2000, p. 24) et de proximité sont loin d'avoir disparu. Ils se sont, tout au plus, adaptés.

Le comportement de type partisan consiste à voter régulièrement, de manière mécanique et décontextualisée pour le même parti, parfois, sans même connaître le nom de ses principaux leaders. Ce geste peut être totalement idéologique. Il arrive aussi qu'il traduise un gage affectif de fidélité. Par cet acte, l'électeur exprime son soutien et son attachement à un parti et non à une personne, ou à un programme, même s'il peut argumenter sa position en valorisant les membres et les options de l'organisation avec laquelle il s'identifie. Lorsque la dimension idéologique prime, un tel acteur s'est constitué un cadre d'interprétation de la scène politique élaboré en relation avec son insertion dans des « groupes concrets » tels que la famille, les camarades d'université, d'usine, ou à travers ce qu'il a expérimenté lors d'événements générateurs de clivages et d'identifications politiques comme la résistance, la répression. Il n'est pas étonnant que ce type de vote se retrouve exclusivement chez les électeurs des partis qui, à un moment de leur existence, ont eu un caractère militant et qui sont « les témoins des conflits révolus » ou actuels (Seiler cité par Offerlé, 2001, p. 30).

L'Istiqlal conserve, auprès de certains, son aura de parti ayant œuvré pour l'indépendance, sa notoriété d'organisation ancienne. À Hay Hassani, j'ai rencontré des femmes âgées, analphabètes, qui étaient en mesure d'égrener une série de noms d'Istiqlaliens célèbres, et des électeurs qui se disaient Istiqlaliens de « père en fils ». D'autres encore ont manifesté leur mécontentement : « Ils nous ont broyé, ils disparaissent puis reviennent nous broyer », tout en ajoutant qu'ils votent régulièrement pour l'Istiqlal. Le cas le plus extrême observé est celui de la courtière du candidat du Parti national démocratique (PND)<sup>13</sup>, à Hay Hassani, qui m'a confié avoir ramené des voix, lors des dernières consultations, pour quelqu'un qui lui avait rendu service, tout en réservant la sienne à l'Istiqlal par fidélité à la mémoire de son père.

En dépit des pertes subies, l'USFP continue également à bénéficier de ce type de vote. Une partie de son électorat est constituée de catégories socioprofessionnelles syndiquées (ouvriers, instituteurs, etc.) ou de populations résidant dans des régions qui lui étaient acquises. Le directeur d'école cité plus haut illustre ce cas de figure :

« J'ai toujours voté pour des gens qui ont un programme, des gens organisés, conscients, cultivés, ils veulent servir l'intérêt général sous la direction de Sa Majesté. »

<sup>13</sup> « Ancien » parti administratif né en 1980.

Parmi les électeurs interviewés à la suite du cortège de l'USFP à Derb Soltan, certains ont affirmé :

« Il y a trop de partis, on ne s'y retrouve plus. Moi, je penche pour l'USFP, parce que c'est un parti ancien, où il y a eu beaucoup de militants. Il y a eu Abderrahim Bouabid. Je voterai à 90 % pour le parti de l'USFP, je vote depuis toujours USFP. »<sup>14</sup>

« L'USFP a fait beaucoup de choses. Ils doivent continuer. »<sup>15</sup>

Dans le sens de la reconnaissance des combats de la gauche, un jeune homme a interpellé une candidate de l'USFP, à Hay Hassani, en lui disant :

« Assia, nous sommes avec toi, nous savons que si aujourd'hui nous pouvons parler dans les cafés, c'est grâce à vous. »

Cette identification politique qui a résisté au temps et à l'alternance se révèle parfois de manière inopinée. Lorsque j'ai demandé à un chauffeur de taxi de me conduire au complexe culturel du Maarif, où devait avoir lieu le meeting de Abderrahmane Youssoufi, j'ai eu droit à un grand sourire exprimant de la complicité, à un imprimé portant l'emblème de la rose, au récit du meeting de l'USFP qui a eu lieu à l'Oulfa (Aïn Choq-Hay Hassani), le dimanche 21 septembre, ainsi qu'à l'anecdote racontée par Mohamed Guessous, membre du bureau politique :

« Quelqu'un est venu trouver Youssoufi pour lui dire son mécontentement. À la fin de la rencontre, il s'est écrié : "Je mets une croix sur l'USFP." Youssoufi lui a répondu qu'il valait mieux en mettre deux. »<sup>16</sup>

Le Parti de la justice et du développement (PJD), l'organisation islamiste représentée au Parlement depuis 1997, est le dernier entrant à se constituer un électorat régulier. Les mosquées ne sont pas son unique lieu de recrutement et son offre ne se réduit pas aux biens de salut. Le noyau dur de ses électeurs regroupe des individus, plutôt « jeunes » et instruits, qui ont été en contact avec le mouvement al-Islah wa at-Tawhid (Réforme et unicité) au lycée, à l'université, dans les Maisons de jeunes, et ont pu participer aux activités organisées par celui-ci. Ils ont plus ou moins intégré les schèmes idéologiques du parti, à travers les conférences tenues dans les centres culturels. Dans les camps ayant lieu plusieurs fois par an à proximité de la mer ou de la montagne circulent des militants, des sympathisants, leurs amis, membres de la famille ou tout simplement des adolescents qui veulent changer d'air. Des programmes sportifs, culturels,

<sup>14</sup> Entretien avec un menuisier, le 22 septembre 2002.

<sup>15</sup> Entretien avec un jeune commerçant, le 22 septembre 2002.

<sup>16</sup> Mettre une croix sur quelqu'un est une expression du dialectal marocain signifiant la rupture. Mettre deux croix signifie ici voter deux fois pour l'USFP, une fois pour la liste nationale (réservée à un quota de femmes), une fois pour la liste locale.



religieux organisent leurs journées. La prudence s'impose toutefois dès lors qu'on fait allusion à l'« écosystème »<sup>17</sup> islamiste. Comme les autres partis, le PJD souffre de la mise à distance de la scène politique officielle qui s'exprime de plusieurs manières. Même s'il est le seul groupe islamiste à avoir pu présenter des listes électorales, il est loin d'avoir mobilisé les voix de tous les adeptes de l'islam politique<sup>18</sup>. Des personnes se reconnaissent dans les idées défendues par le PJD, sans pour autant s'identifier à lui, ayant une trop mauvaise image des partis et des hommes politiques d'une manière générale. Des acteurs dissocient avec virulence leur engagement associatif ou syndical dans des organismes réputés proches du PJD, d'une identification politique à celui-ci et sont très jaloux de leur « autonomie » qu'ils ne manquent pas de traduire dans leur acte de vote ou d'abstention. Par ailleurs, si des militants d'al-'Adl wa al-Ihsan (Justice et bienfaisance), organisation islamiste créée dans les années quatre-vingt et privée d'accès à la scène politique officielle, ont « fraternellement » voté pour le PJD, d'autres ont refusé de conforter « la comédie », conformément à l'esprit qui anime une partie de leurs dirigeants. Enfin, pour certains groupes clandestins pratiquant l'excommunication, comme ceux révélés par les attentats du 16 mai 2003, toute participation politique au système est considérée comme de la mécréance. Une fois ces précautions établies, il n'en demeure pas moins juste que depuis l'entrée du PJD dans la scène électorale en 1997, un nouveau type de vote idéologique concurrence le nationalisme et le socialisme.

Sans être des électeurs fidèles à une organisation donnée, d'une échéance à l'autre, des personnes votent pour un parti, mais en fonction d'enjeux bien précis ou en relation avec une conjoncture. En 1993 et en 1997, le vote pour « le changement » a notamment bénéficié aux partis de gauche appartenant à la Koutla<sup>19</sup>. Ainsi, à titre d'exemple, pour ceux qui appartiennent à la bourgeoisie « éclairée », le choix était loin d'être motivé par une proximité partisane. Il se fondait plutôt sur un sentiment d'insécurité et de vulnérabilité. En arrière-plan se terraient la peur du grand soir et des classes dangereuses, le spectre des islamistes algériens et tous les bouleversements politiques internationaux des années quatre-vingt-dix ou encore l'appréhension de la succession. Il s'agissait, d'une

<sup>17</sup> Clin d'œil au concept élaboré par Georges Lavau, à partir de l'analyse des réseaux de relations tissés autour du parti communiste (1981, p. 130).

<sup>18</sup> Parmi les interviewés qui partagent le système symbolique des militants islamistes, nombreux sont ceux qui ont donné leur voix à des candidats d'autres partis, selon les modalités du vote éthique ou de proximité. Inutile alors de développer la faible capacité de la religiosité à conditionner l'orientation du vote.

<sup>19</sup> Alliance entre l'Istiqlal et l'USFP réactivée pendant les années quatre-vingt-dix et étendue à d'autres formations de gauche.

part, de trancher entre une opposition « stable » et des mouvements hors système perçus comme incontrôlables et, d'autre part, de redistribuer, de réduire les inégalités sociales et surtout de mettre fin à l'incertitude qui insécurisait depuis plusieurs années les opérateurs économiques. En 2002, dans les circonscriptions populaires observées, face à la déception provoquée par le Gouvernement d'alternance, ce sont les islamistes du PJD qui ont joui de ce vote. Les nouveaux partis en ont faiblement profité.

Le vote éthique profite aussi à des partis considérés comme plus « propres », plus intègres, comparativement à ceux qui pratiquent l'achat de voix ou le « clientélisme ». Si les organisations de gauche ont toujours été les récipiendaires de ce type de vote, il convient de souligner cependant que depuis 1997, il a largement profité aux candidats islamistes, encore vierges politiquement, et auxquels certains assignent des vertus à la hauteur de leur conscience religieuse. Rappelons, d'ailleurs, que le PJD a axé une bonne partie de sa campagne sur ce thème.

Toutefois, dans un champ politique où l'électorat de « granit » des uns tend à se transformer en « calcaire », où les idéologies demeurent peu structurantes, et dont la fragmentation est déroutante pour l'électeur (26 partis en course), ceux qui n'ont pas de repères politiques et qui ont tendance à considérer que tous les partis sont pareils votent uniquement pour des individus en fonction de ce qu'ils incarnent socialement, de liens préexistants (verticaux ou horizontaux), ou encore de ce qui a été fait ou donné<sup>20</sup>. Le geste électoral clientéliste est un vote d'échange social plutôt qu'économique qui ne se limite pas à une transaction unique. Les « clients » expriment leur gratitude en donnant leur voix à un « patron » pour ses actions de médiation et de protection, pour les offres de biens individuels ou collectifs qu'il a effectuées, plus particulièrement dans les moments de fragilité.

« Nous voterons pour celui qui a mis les routes, qui a mis l'électricité, pour celui qui vient chez nous même s'il a perdu. »<sup>21</sup>

J'ai montré ailleurs que le clientélisme notabiliaire classique était plutôt en mauvaise posture dans des circonscriptions populaires très denses en patrons et en nécessiteux, mais que d'autres patronages

<sup>20</sup> Dans son étude sur Rio de Janeiro, Camille Goirand (1998, p. 112 ; 2000) a montré que les élections constituaient un moment propice pour exiger quelque chose des patrons/candidats et que le vote d'échange l'emportait largement dans les favelas sur tout autre vote.

<sup>21</sup> Entretien avec une mère de famille de Hay Hassani, âgée approximativement de cinquante ans.

prenaient le relais (associatif, municipal, parlementaire, etc.)<sup>22</sup>. La difficulté pour un candidat d'exercer son monopole dans un marché extrêmement concurrentiel tend ainsi à réduire son emprise potentielle sur les électeurs et à faire monter les enchères.

Le vote de proximité comporte aussi une dimension d'échange social, mais qui se présente sous un aspect moins hiérarchisé, qui s'inscrit davantage dans des réseaux de solidarité, d'interconnaissance familiale, régionale<sup>23</sup>, de voisinage. Comme dans le cas précédent, il gratifie « l'efficacité humaine » du candidat, par opposition à une efficacité de type bureaucratique et impersonnelle (Lagroye et al., 2002, p. 255).

« Je vais voter pour la montre, pour Abdelkebir, il rend service aux gens, il emmène les gens à l'hôpital, il réconcilie les voisins, on peut le réveiller à 6 heures du matin. Il s'est bien conduit avec nous. Les analphabètes ne savent pas parler avec l'Administration, il y a les femmes seules avec leurs enfants. Lui, il intervient, il les aide. »

« J'ai voté pour le fils de notre rue (*derb*). [...] Il est avec la lune, je ne me rappelle pas du nom du parti. Je le connais depuis l'enfance. Il aide les gens depuis toujours, sans élections. Tout le monde va voter pour lui dans le voisinage. J'habite à Salé, je suis inscrite ici. On est descendu spécialement à Casablanca pour voter pour lui. La dernière fois, je ne savais pas vraiment pourquoi je votais, mais cette fois-ci c'est différent. [...] Je sais que si c'est ce gars qui monte, il fera quelque chose pour les enfants de sa rue. »<sup>24</sup>

« Moi, j'ai voté pour le RNI. Au Maroc, on ne vote pas pour un parti, mais pour une personne. Le candidat habite à côté de chez nous, si on a un problème, on peut le trouver. [...] Il travaille à la commune, il reçoit toujours, il ne ferme jamais sa porte. Il est entrepreneur. On le connaît depuis très longtemps, il aide les gens. [...] Il nous a aidé pour le sport. Il nous entraîne, il organise des manifestations sportives et nous aide. Il aide même ceux qui ne sont pas de la commune. [...] Ils ont tous le même programme, on s'est habitué à ces slogans. »<sup>25</sup>

De même, le vote de proximité vient combler le sentiment d'incompétence de l'électeur, l'idée que tous les programmes se ressemblent, ainsi que le déficit de confiance dans la classe politique<sup>26</sup>. Justement, le mot confiance connaît une très forte occurrence dans les propos recueillis. Celle-ci repose peu sur les critères de compétence, d'intérêt ou de hiérarchie, et se situe avant tout à un niveau moral

<sup>22</sup> Je ne m'attarderai pas sur ce point que j'ai développé plus longuement dans une autre contribution de ce volume.

<sup>23</sup> Lors de ce scrutin, je n'ai pas observé dans les circonscriptions étudiées de vote régional ou ethnique (berbère) qui continue sans doute à s'exprimer.

<sup>24</sup> Entretien avec une femme âgée de 35 ans environ, mère de deux enfants, le 27 septembre 2002 à Derb Soltan.

<sup>25</sup> Entretien avec des jeunes âgés de 21 ans, le 27 septembre 2002, à Derb Soltan.

<sup>26</sup> Concernant la France de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Alain Garrigou a écrit : « les liens préexistants rendent inutiles les programmes » (1992, p. 215).

(Rosanvallon, 1998, p. 63). Face à l'anonymat insécurisant et au sentiment qu'on ne peut se fier à personne, le fait de connaître un candidat, directement ou indirectement, d'être en mesure de se renseigner sur sa personne, sur sa moralité (presque de la même manière que lorsqu'il s'agit de donner sa fille en mariage), humanise le geste électoral<sup>27</sup>. Alors que le scrutin de liste et une circonscription plus large devaient réduire l'importance des « enfants de la ruelle », il apparaît clairement que les partis anciennement proches du *Makhzen* ont su s'adapter très vite à la morphologie sociale de ces quartiers. Ils ont agencé leur liste en y insérant une succession de *wlad ad-derb*, répartis dans les différentes localités de la circonscription, de manière à bénéficier de leur popularité. S'il était possible d'agréger les votes clientélistes et de proximité, on pourrait alors mesurer la prégnance des liens sociaux beaucoup plus que l'expression d'une identification politique.

Depuis 1993, le vote « catégoriel », qui présente un autre aspect de la proximité sociale<sup>28</sup>, semble faire son chemin. Il consiste à promouvoir un groupe social perçu comme discriminé. Ainsi, certains votent pour la « femme », alors même qu'en 2002 l'introduction d'une liste nationale est destinée à faire élire trente parlementaires femmes. D'autres encore privilégient les « jeunes ». Dans ce dernier cas, le choix se base sur l'idée qu'il existe une rupture à la fois sociale et éthique entre les générations. Les jeunes ont étudié, ils sont « conscients » et connaissent les problèmes de l'emploi, du logement, de la vie chère. Le sentiment de solidarité est cristallisé par la superposition de deux oppositions : jeunes/vieux, masses/élite. Conditions d'existence, chances d'intégration, position sur l'échelle du pouvoir les séparent. C'est ce type d'électorat que visent les campagnes menées par le PJD, mais aussi par ADL, qui valorisent la jeunesse de leurs candidats.

Mais lorsque ni la personnalisation, ni le localisme ne suffisent à mobiliser les électeurs, c'est la rémunération de l'acte de vote, en nature ou en argent, qui constitue une incitation à se déplacer vers l'urne. Tandis que dans les premiers cas une densité relative des liens sociaux est nécessaire, dans le dernier, la transaction étant unique, elle peut se

<sup>27</sup> Ce que Michel Offerlé a analysé au sujet d'un tout autre contexte pourrait presque s'appliquer aux cas observés : « Localisme, personnalisation permettent de donner des points de repère aux citoyens les moins politisés qui, sans ces boussoles, seraient confrontés à une machinerie abstraite : sinon, que signifierait cette participation sollicitée à date fixe, coupée de la vie quotidienne, qui inciterait à voter pour quelqu'un qu'on ne connaît pas directement et dont personne ne peut se porter garant » (1985, p. 163).

<sup>28</sup> Pour Michel Offerlé, le « vote de proximité sociale » regroupe aussi bien le fait de voter pour une femme, un jeune, un ouvrier, quelqu'un qui habite dans le même quartier, ou qui est pratiquant ; l'essentiel est que le choix se fonde sur une similarité sociale donnée (2002, p. 100).

produire en dehors de tout lien de dépendance ou de proximité. Seul le gain matériel espéré ou retiré motive l'électeur insensible aux offres de discours assimilées à du verbalisme ou à des promesses en l'air. C'est une aubaine pour les voix qui ne comptent pas en temps normal et qui, soudain, acquièrent un prix fluctuant en fonction de l'état du marché. Les élections intègrent alors le calendrier des fêtes<sup>29</sup>, non pas parce qu'elles permettent la communion des citoyens, mais parce qu'elles occasionnent une large redistribution dans une ambiance festive<sup>30</sup>. Ce commerce se déguise souvent. Il emprunte l'habit de l'éthos de la magnificence, de la générosité de l'homme de bien qui offre des festins quotidiens. Il s'imprègne de répertoires sociaux tel celui du partage de la nourriture qui crée des obligations et des liens<sup>31</sup>.

Le bulletin unique avait pour objectif de limiter cette économie souterraine. Le fait, lors des derniers scrutins, qu'il y ait eu plusieurs bulletins a permis aux candidats d'obtenir la « preuve » que les électeurs « payés » leur avaient bien donné leur voix. Pourtant, malgré la difficulté de contrôler l'échange, l'argent aurait continué à circuler lors des élections de septembre 2002 : « Il n'y a pas d'abolement sans argent, il n'y a pas de youyou sans argent ». L'« achat » des voix a dû emprunter d'autres cheminements : faire jurer sur le Coran, pour s'assurer que l'argent donné orientera le vote ! Or des interviewés rapportent qu'ils peuvent « manger le candidat »<sup>32</sup> sans voter pour lui, en consacrant une petite part de ce qu'ils ont reçu à l'achat d'une dizaine de pains qu'ils distribuent aux plus pauvres afin de se racheter auprès de Dieu. Après cela, ils se sentent libres de donner leur voix à quelqu'un qu'ils connaissent, au parti pour lequel ils ont toujours voté, etc. Cette pratique n'est donc pas incompatible avec les autres mécanismes de production de vote. Elle peut aussi déboucher sur l'abstention.

Personnalisation, clientélisme et achat de voix sont souvent condamnés comme une corruption de la démocratie. Pourtant, d'après certains auteurs en rupture avec toute démarche normative, du moment que ces pratiques fonctionnent dans un « marché politique [...] libre et

<sup>29</sup> Cédric Parizot (2001) rapporte que les Bédouins du Néguev associent les élections au « mois de la Bienvenue ».

<sup>30</sup> Olivier Ihl (1996) a montré que les fêtes républicaines n'étaient pas toujours étrangères à cet état d'esprit.

<sup>31</sup> Dans une perspective comparative, voir les travaux de Fariba Adelhah (1996, p. 22 ; 1998) sur l'Iran, notamment sur l'évergétisme pendant le moment électoral.

<sup>32</sup> Ce répertoire du ventre est très similaire à celui qui est utilisé dans d'autres pays africains pendant les élections qui apparaissent comme le moment de la revanche dans le sens où il est possible de « reprendre aux hommes politiques l'argent qu'ils ont accumulé depuis leur accession au pouvoir ou, plus généralement, depuis l'indépendance » (Banégas, 1998a, p. 79). Voir aussi Banégas (1998b).

privatisé » (Quantin, 1998, p. 26), compétitif et sans monopole, elles devraient être considérées comme « une forme non conventionnelle de participation, plutôt que l'indice d'un refus des procédures démocratiques » (*ibidem*, p. 18). Dans le même esprit, les approches socio-historiques ont montré qu'elles ont accompagné l'élargissement du suffrage universel (Garrigou, 1992), et qu'elles n'ont même pas épargné les élections de type censitaire qui étaient censées préserver l'indépendance de l'électeur (Huard, 1991). En tout état de cause, dans les circonscriptions observées, quand les agents de l'État ne peuvent plus ostensiblement mobiliser les voix et que l'offre partisane est insuffisante pour les relayer, ces modalités constituent des incitations contrebalançant les tentations de l'abstention.

### Les voix plurielles de l'abstention

L'abstention a trop longtemps été considérée comme le signe d'une faible intégration sociale ou comme une négation du caractère universel des scrutins électoraux<sup>33</sup>. Or, il apparaît de plus en plus qu'elle exprime une diversité de phénomènes irréductibles à une seule dimension. Justement, l'analyse des entretiens qualitatifs permet d'aborder la question de manière complexifiée et d'aller au-delà des interprétations monocordes. Si l'on aborde l'abstention comme l'expression homogène d'un type d'opinion, on pourrait parler en termes de « parti majoritaire de l'abstention », puisque ce positionnement a été dominant, notamment à Casablanca. En effet, d'après les sources officielles<sup>34</sup>, jamais la participation n'a été aussi faible qu'aux élections législatives de septembre 2002. Sur le plan national, 51,61 % des inscrits, seulement, se seraient déplacés vers les urnes, la mobilisation du monde rural ayant compensé les très faibles taux de participation des grandes villes. Inversement, si l'on restitue le caractère hétérogène des motivations des abstentionnistes, cela signifierait qu'il faudrait renoncer à voir dans les chiffres de l'abstention le signe de la puissance d'un groupe occulte, à la fois organisé et mobilisé. Diffuse parmi les observateurs et les acteurs politiques, cette représentation est à relier tantôt à la crainte suscitée par les islamistes non légalisés, tantôt à une tentative des mouvements qui n'ont pas participé aux élections de se faire admettre comme une force avec laquelle il faut compter. Pour ma part, je souhaite montrer que

<sup>33</sup> Sur l'abstention, voir des classiques comme Lancelot (1968, 1985), Goguel (1969), mais aussi Subileau et Toinet (1985, 1993), Lagroye (2002). Pour une approche socio-historique, voir Garrigou (1992), Huard (1991), Offerlé (1985).

<sup>34</sup> Il convient de rappeler qu'avant l'ouverture des années quatre-vingt-dix, les chiffres de l'abstention étaient largement minorés.

l'abstention peut être à la fois sociologique et politique, passive et active, conjoncturelle et structurelle.

L'abstention est politique, voire idéologique, lorsqu'elle se veut l'expression d'un combat. À ce moment-là, elle n'est pas antithétique avec la mobilisation électorale<sup>35</sup> ; elle constitue en soi une forme de mobilisation et traduit « une opinion politique comme les autres » (Garrigou, 1992, p. 11) que les autorités ont d'ailleurs régulièrement réprimée, en arrêtant les militants des mouvements appelant au boycott, ou tout simplement en leur interdisant l'accès aux médias officiels. Ainsi, tout en ayant une appartenance politique ou du moins une sympathie pour une tendance, certains n'ont pas voté parce que leur parti favori n'est pas autorisé, n'a pas présenté de candidat, ou a appelé au boycott. La rupture avec les acteurs politiques intégrés dans le système est dans ce cas structurée par une identification politique. Cela revient à se situer en tant que marginalisé politique par rapport à un système où les règles du jeu sont délimitées par « le haut », et à se faire reconnaître dans un champ méta-électoral. L'abstention est alors une prise de position en continuité avec celle de l'organisation de référence qui a refusé la participation aux élections. C'est le cas de plusieurs groupes en septembre 2002 : des organisations islamistes comme al-'Adl wa al-Ihsan (Justice et bienfaisance), mais aussi des partis de gauche ou d'extrême-gauche tels que l'Union nationale des forces populaires (UNFP, née de la scission avec l'Istiqlal en 1959 dont les fondateurs de l'USFP se sont retirés en 1972) qui a rompu avec le système électoral depuis les années soixante-dix ; le Parti de l'Avant-garde démocratique et socialiste (PADS), issu d'une scission de l'USFP en 1983 ; Annahj Addimocrati (la Voie démocratique), fondé par d'anciens militants du mouvement marxiste Ila al-Amam visible dans les années soixante-dix ; le Réseau amazigh pour la citoyenneté, association berbère récente ; Fidélité à la démocratie, l'un des derniers groupes scissionnistes de l'USFP.

Tout idéologique soit-elle, l'abstention peut relever d'une initiative individuelle et également incarner une négation de la « mascarade », selon la formulation d'une enseignante, militante associative de quartier et ancienne électrice de l'USFP :

« Je considère que les conditions ne sont pas favorables. Il n'y a pas de séparation entre l'exécutif, le législatif et le pouvoir judiciaire. C'est le Parlement qui doit être décisif et non le contraire [...] Je ne m'aligne sur personne. Je suis avec le bon sens. Je suis pour une vraie démocratie. »<sup>36</sup>

<sup>35</sup> Les historiens du suffrage universel ont montré que tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle français, il y a eu des « mobilisations de résistance » que l'abstention reflétait. Voir notamment Huard (1985, p. 132).

<sup>36</sup> Entretien, le 27 septembre 2002, Derb Soltan.

Ce type d'abstentionnisme est loin d'être généralisé dans le sens où il engloberait l'ensemble des secteurs civique, syndical, associatif. Bien au contraire, il peut accompagner des engagements qui se veulent alternatifs. Pour une catégorie d'acteurs, islamistes ou non, le fait que la scène politique ne constitue pas un espace de jeu objet d'accords<sup>37</sup> (entre autres en ce qui concerne la question du régime politique, de la délimitation des pouvoirs de la monarchie) et que la compétition ne porte pas sur les enjeux essentiels du pouvoir sont autant de considérations qui impliquent le repli sur des stratégies d'action davantage axées sur le travail de proximité et de socialisation, dans un cadre associatif ou informel.

L'abstentionnisme politique est plus conjoncturel lorsqu'il est le fait des électeurs réguliers d'un parti qui décident de le sanctionner. Il constitue alors une marque de dissidence, un acte de pénalisation. C'est dans cette catégorie que se situent les propos entendus à Derb Lihoudi, le 22 septembre, chez des « jeunes » de 23 à 40 ans : « Si je vote, je vais me torturer. Moi, je ne vais pas voter, parce que les journalistes guettent surtout l'afflux des électeurs ». Ces ci-devant électeurs de gauche, qui se sont mobilisés en faveur de l'USFP lors des précédentes campagnes électorales, ont exprimé leur déception avec véhémence et leur intention de s'abstenir pour marquer leur rupture avec le parti. Leurs arguments sont très variés, les uns rejoignent les reproches énoncés d'une manière générale par les abstentionnistes : absence de proximité entre élites politiques et citoyens, détournement de biens publics (tel que le « vol », l'utilisation de voitures de la commune, le fait d'employer les membres de sa famille dans la commune), enrichissement des élus (« On voit les élus passer d'une situation à une autre »). Les autres visent plus précisément le bilan de l'USFP, en déplorant la transformation de l'identité du parti lors du passage de l'opposition au Gouvernement, « Avant, il fallait voir comment Qualalou<sup>38</sup> vociférait au Parlement ! », en regrettant l'absence de transparence, le cumul des postes, l'importance du budget consacré aux indemnités des parlementaires (« Avec ces sommes, on pourrait construire des orphelinats, financer des agréments de taxi... »). Sont également remises en cause les avancées proclamées par l'USFP au cours de sa campagne, tel que le rapprochement de l'Administration et du citoyen, les progrès en matière de libertés publiques. Pour une dame de 52 ans, qui a mis « une croix sur tout le monde », la situation a empiré, la vie est devenue plus chère. Plus nuancé,

<sup>37</sup> Sur les accords nécessaires à la légitimation de l'activité politique de manière à ce que « L'alternative cède la place à l'alternance », voir Offerlé (2002, p. 90).

<sup>38</sup> Membre du bureau politique, à la tête d'un gros ministère regroupant l'économie et les finances. Durant le deuxième Gouvernement Youssoufi, il s'est en plus vu attribuer le tourisme.

un acteur associatif, ancien électeur de l'USFP, reconnaît une part du bilan positif du Gouvernement Youssoufi, mais aurait souhaité que la déclaration des biens prévue au début soit faite, que le Gouvernement soit plus audacieux et plus affirmé :

« Tout ce qui apparaît nouveau, positif, est présenté comme une initiative royale. Je n'ai rien contre les initiatives royales, mais certaines choses relèvent du Gouvernement. Il faut une réelle distribution des tâches. [...] Il faut qu'on sente que le Gouvernement est une institution qui travaille, que le ministre a un ministère donné, qu'il puisse entreprendre, avoir des initiatives. »

Enfin, selon lui, l'ouverture sur le plan des libertés publiques est restée fragile puisque des marches n'ont pas été autorisées, que des actions menées par les diplômés au chômage ont été féroce ment réprimées, que des journaux ont été interdits. Ce n'est pas la première fois que des électeurs de gauche s'abstiennent, remettant en cause l'alliance avec l'Istiqlal, ou désapprouvant la réconciliation avec la monarchie sans grande concession de la part de cette dernière. Cependant, dans les circonscriptions observées, ce phénomène s'est amplifié lorsque l'USFP est devenue un parti de Gouvernement, après plusieurs décennies dans l'opposition, et qu'il n'a pas pour autant satisfait ne serait-ce qu'une petite parcelle des grandes attentes dont il a fait l'objet. La confusion qui a régné au niveau de la répartition des pouvoirs entre les différentes institutions que les électeurs ne parviennent pas toujours à dissocier<sup>39</sup> (monarchie, Gouvernement, ministères « de souveraineté » choisis par le Roi sans se soucier des résultats des élections, ministres dépendant de la primature, Parlement, communes, préfectures, etc.) s'est, par ailleurs, révélée très coûteuse pour le parti de gauche, en lui faisant perdre une portion non négligeable de son électorat habituel.

Outre la rupture cristallisée par une identification politique ou la dissidence par rapport à son propre parti, l'abstention politique peut concrétiser une opinion sur l'ensemble de la classe politique. Cette fois, les hommes politiques posent plus problème que les règles du jeu ou la configuration de l'arène politique. Cependant, il convient de souligner que cette remise en cause profonde n'atteint pas la légitimité de l'activité politique en soi, appréhendée par Michel Offerlé « comme activité spécifique » entraînant des « enchaînements d'accords » sur « la nécessité des hommes politiques », des partis, du pluralisme, du travail politique (2002, p. 90). Elle porte essentiellement sur les caractéristiques des acteurs politiques, sur la manière dont se déroule l'activité et sur ses résultats. En effet, une partie des arguments avancés est liée aux défauts

<sup>39</sup> Au cours de la campagne, plusieurs interviewés de Derb Soltan ont reproché à Youssoufi d'avoir réprimé les vendeurs ambulants (population importante dans cette circonscription), alors que cette mesure a été prise par le wali du Grand Casablanca, nommé par le Roi.

intrinsèques des élus et de leurs attitudes. Nombreux sont ceux qui ont du mal à se reconnaître dans l'un des candidats aux élections. Il s'agit en premier lieu d'un déficit en termes de proximité, d'identification et de confiance. Les candidats sont perçus comme des personnes « intéressées », dont les promesses ne peuvent être que fallacieuses. La corruption leur permet d'arriver à leurs fins. Le mandat électoral d'une manière générale, le siège de député en particulier, constitue dans cette configuration « une échelle de richesse », un « tremplin », une position, des relations profitables. Des *nukat*, ces anecdotes, œuvres de tous et de personne, représentent le Parlement sous la forme d'une marmite remplie d'argent (*barimat l-mal*), et assimilent les députés à des voleurs. Dans cet esprit, un interviewé, âgé de 46 ans et résidant à Derb Soltan, a expliqué son abstention en affirmant :

« Pourquoi s'inscrire ? Pour le voleur ? Un voleur chasse un autre voleur. [...] Vous aimez cette situation ? [...] Où va l'argent des impôts ? Où va l'argent du Maroc ? En plus, ils reçoivent des aides de l'étranger ! »

Tout sépare le parlementaire du reste de la masse : la situation sociale, les intérêts et le pouvoir. Celui qui fait de la politique est par essence un puissant dont la parole compte. D'ailleurs, il est souvent rattaché à l'Administration. Dans cette optique, les élus ont les moyens d'agir, de redistribuer, mais ils ne le font pas, parce qu'ils sont trop occupés à « manger ». La campagne électorale apparaît comme un moment de rupture de ton. Les candidats édulcorent et maquillent leur personnalité afin de recueillir un maximum de voix : « Ils s'adressent à toi en te disant mon chéri ». Durant une brève période, ils se montrent généreux, proches des gens et de leurs soucis. Ils donnent des fêtes, font du porte-à-porte, offrent des cadeaux et distribuent de l'argent. En réalité, ils seraient cupides, hautains et éloignés des préoccupations des masses. « S'ils dépensent des dizaines et des centaines de millions, c'est bien parce qu'ils espèrent en retirer de plus gros gains. » Dans cette perspective, l'acte de vote devient une action inutile ou alors monnayable. Ne pas voter ou mettre un bulletin nul après avoir empoché une somme d'argent de la part de différents candidats devient un moment de forclusion active de l'ensemble du système. À un autre niveau, l'on reproche aux élus leur incompétence, leur absentéisme, leur inconstance tant par rapport à leur parti qu'à leurs électeurs.

La deuxième série d'arguments est liée à l'absence de réalisations. « Ils n'ont rien fait pour nous », « Ils ne font rien pour nous », sont des formules récurrentes, parfois structurées par une opposition « nous les humbles »/« eux les riches ». Ce n'est pas tant la traduction d'un cens caché (la politique est réservée aux riches, aux instruits, etc.) que l'expression d'un rejet, d'une rupture, d'une colère vis-à-vis de ceux qui sont « en haut » et qui n'accomplissent rien pour ceux

qui sont « en bas », mais aussi d'une compétence à décoder les « doubles discours » et les mises en scène. Et cet état d'esprit touche l'ensemble de la classe politique, islamistes compris. Dans ces propos, on souligne que la situation socio-économique n'a pas changé depuis des décennies (chômage, analphabétisme, logement, exigüité et surpopulation dans les logements, absence de propreté dans les rues), que les relations avec l'Administration sont toujours les mêmes : difficulté à obtenir des papiers, nécessité de donner de l'argent (*redvira*). L'âge est souvent mis en avant pour argumenter sa position, qu'il s'agisse de donner à voir la profondeur de son expérience et l'absence d'observation de transformation sur la longue durée ou de mettre en avant un statut lié à une catégorie d'âge :

« Nous les jeunes, nous ne voyons rien. Je suis un diplômé au chômage. Ils parlent en notre nom, mais nous ne voyons rien. Nous avons des diplômes, nous avons droit à un travail bien rémunéré et à une couverture sociale » ; « Je ne suis pas prêt à travailler pour 2 000 dirhams au noir, sans aucune couverture sociale, sans papier, sans rien » ; « Celui-là, il a un diplôme de valeur (*wa'er*), il a quarante ans, mais il vit toujours avec sa mère, il l'appelle « maman » pour qu'elle continue à penser qu'il est toujours petit et pour qu'elle ne le fiche pas dehors. Tu es en Suisse, pourquoi prends-tu la peine de revenir ici ? Restes-y et prie pour nous pour qu'on y aille aussi. »<sup>40</sup>

Ce type d'abstentionnisme n'est pas toujours régulier et s'exprime plus souvent lors des législatives que lors des communales : il peut laisser place à un vote de proximité.

L'abstentionnisme « sociologique » est davantage « passif » et « apolitique » (Charnay, 1965). Il exprime un manque d'intérêt pour la politique qui s'accompagne d'une mauvaise insertion sociale, d'un isolement géographique, d'une incompétence culturelle, d'une incapacité à manipuler les schèmes politiques, autant d'éléments qui se traduisent par une faible intégration politique. Il a également été mis en relation avec une division du travail entre les sexes et entre les générations discriminant les plus jeunes et les plus âgés (Gaxie, 1978). À un autre niveau, Michel Offerlé (1985, p. 157-159) a montré que dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle les taux de mobilisation bas reflétaient le desserrement des réseaux de sociabilité et l'affaiblissement de la contrainte sociale. C'est dans ce sens que je formule l'hypothèse suivante : la réduction des pressions exercées sur les électeurs<sup>41</sup>, de la part des autorités mais aussi de la part des candidats qui avec l'introduction du bulletin unique ont plus de mal à contrôler le vote de ceux qui ont bénéficié de leurs largesses, contribuent

<sup>40</sup> Entretien avec des « jeunes », à Derb Soltan, le 22 septembre 2002.

<sup>41</sup> Sur une approche historique des pressions exercées sur les électeurs en France, voir notamment Charnay (1965), Garrigou (1992), Huard (1985, 1991), Ihl (2000), Tudesq (1985).

à susciter une mutation de taille. En effet, si la catégorie des exclus sociaux était la plus mobilisable parce que particulièrement sensible à ces « incitations au vote », elle peut tendre à devenir celle qui s'écarte le plus du jeu électoral, considérant qu'elle n'a rien à y gagner, ni à y perdre.

Le plus souvent, les interviewés, qui entrent dans ce cas de figure, font allusion à leur quasi-ségrégation :

« Personne n'est rentré chez moi. Ils savent chez qui rentrer. Chez les gens de leur famille. Je n'ai jamais suivi un parti. Moi, je n'ai pas de copine. Ils vont chez les femmes de leur famille, qui ramènent leurs copines. Ils portent des tee-shirts. Ils ne font pas ça avec l'étranger. De toutes les façons, chacun sa conscience, chacun suit son parti. Moi, je ne suis personne, je pense à mes problèmes. »<sup>42</sup>

Ils mettent aussi en relation leur situation individuelle déplorable dans un domaine précis et leur refus de voter. Leur déception repose sur l'absence de transformation de leur sort individuel, sur le fait que les élus n'aient pas réglé leurs problèmes y compris ponctuels et précis (document administratif, problème de santé, logement, emploi, etc.) : « Mon fils va rentrer à la faculté, il faut que je l'inscrive, que je lui achète des livres, des vêtements pour qu'il soit présentable », « J'ai une intervention chirurgicale à faire », « Je suis diabétique ». Dès lors, il n'y a plus qu'un pas pour que l'abstention devienne l'expression d'un *exit* non seulement par rapport à la classe politique, au système politique, mais par rapport à l'ensemble de la société :

« Notre seul espoir est en Dieu, pas en nos frères marocains. Ils sont malades de corruption, ils ne guériront jamais. [...] Ils sont tous pareils, ils ne songent qu'à leurs propres intérêts, à ceux de leurs proches. [...] En plus les Marocains savent tout ça, de Tanger à Lagouira. Ils ont compris. [...] J'aurais aimé sortir de ce pays, changer de nationalité, épouser une étrangère. Ils auraient dû réformer les lois. Nous sommes comme dans une prison. Si je pouvais, je serais parti et j'aurais changé de nationalité. C'est honteux d'être marocain. C'est un pays ça, un pays où l'on a du mal à survivre ? Jamais le voleur ne fera quelque chose de bien. Il faut être réaliste, nous n'allons pas mentir à Dieu. »<sup>43</sup>

Les alternatives proposées sont les suivantes :

« J'espère qu'une catastrophe nous tombera sur la tête, pour que l'on soit enfin en paix. »

« Nous sommes prêts à nous immoler dans le feu pour quelque chose de sérieux. [...] Si *Sidha*<sup>44</sup> nous demande quelque chose nous lui tendrons notre nuque. »

« On voudrait aller à l'étranger et voter pour Jospin ou pour Chirac. »

<sup>42</sup> Entretien avec une femme âgée de 52 ans, le 27 septembre 2002.

<sup>43</sup> Entretien avec un peintre en bâtiment âgé de 46 ans (mais qui fait 20 ans de plus), célibataire et vivant avec six autres personnes dans une même pièce.

<sup>44</sup> « Notre seigneur », formule révérencielle attachée à la figure du Roi.

L'abstention recouvre ainsi toute une série de postures. Les unes sont structurelles, les autres liées à une conjoncture précise : passage de l'USFP au Gouvernement, introduction du bulletin unique, désengagement relatif des autorités. Il ne faut pas omettre de souligner que le taux d'abstention englobe aussi cette proportion inévitable de personnes qui ne se sont pas déplacées par désintérêt, parce qu'elles étaient en voyage, malades et donc pour des raisons qui ne sont ni politiques, ni sociologiques. Dans le cas marocain, ce phénomène reste difficile à mesurer car il existe aussi des abstentionnistes non inscrits par indifférence, par négligence ou volontairement.

Les bulletins nuls présentent un air de famille avec l'abstention. Ils ont représenté 15,55 % des votes exprimés pour les listes locales, 17,15 % pour les listes nationales<sup>45</sup>. Si ce type de vote a généralement été interprété dans le sens d'une « incompétence électorale », d'une difficulté à comprendre les nouvelles modalités de scrutin, il a aussi exprimé toute une série d'attitudes, similaires à celles des abstentionnistes, allant du positionnement clair reflétant une « conscience politique », une aptitude à discerner « le jeu politique », à l'affirmation de sa propre ignorance. Apparemment, le bulletin blanc a cessé de refléter les réactions aux pressions exercées, dans un passé encore récent, sur les électeurs par les candidats qui pratiquent l'achat des voix et par l'Administration pour non seulement les amener à s'inscrire sur les listes électorales, mais aussi orienter leur vote. La crainte du *Makhzen* a semblé moins forte lors de cette échéance. Personne à Derb Soltan ou à Hay Hassani ne m'a présenté son vote comme un moyen de ne pas être harcelé par l'Administration, ou de s'assurer de ne pas courir le risque de se voir refuser des papiers administratifs indispensables, comme c'était le cas en 1997 et encore davantage en 1993. Le fait de se déplacer vers les urnes sans donner sa voix à une liste en particulier traduit plutôt le sentiment que le vote est « un devoir civique » : « il faut aller voter, même s'il s'agit de mettre un bulletin blanc. C'est un devoir ». Il s'agit aussi, tout simplement, de faire comme tout le monde. Les uns entraînent les autres. Aux yeux de certains, l'abstention consommerait une rupture psychologique. Bien sûr, face à l'urne, des électeurs ne savent pas toujours dans quel sens se déterminer. Si telle personne âgée demande, sur son chemin, conseil à une personne qui a l'air instruite, telle autre vote au hasard, ou invalide son vote volontairement ou inconsciemment. Les uns considèrent que leur voix sera perdue parmi les autres et qu'elle ne pèsera aucunement dans le décompte final. À l'inverse, des électeurs prennent au sérieux l'acte électorale en soi et l'associent à une *chahada* (témoignage authentique), ou à un *taqlid* (responsabilité devant Dieu). Ne pouvant pas certifier la

<sup>45</sup> Le 14 novembre 1997, ils ont représenté 8,49 % des inscrits et 14,5 % des votants.

moralité, l'intégrité d'un candidat parce qu'il ne leur inspire pas confiance, ou qu'ils ne le connaissent pas personnellement, ils optent pour la non-réponse, en glissant un bulletin vierge, en faisant au sens propre une croix sur tout le monde (tantôt pour exprimer sa colère, tantôt pour « ne faire de peine à personne »), en insérant des messages au milieu du bulletin. Certains vont jusqu'à préférer des insultes par écrit<sup>46</sup>.

### Conclusion

Le décompte des voix exprimées, des bulletins nuls et de l'abstention ne suffit donc pas à rendre compte de la variété des positionnements sur la scène électorale, ni des modalités d'identification et de rupture avec les candidats et les partis en compétition. L'approche qualitative permet de changer d'échelle d'analyse et de percevoir une partie de la complexité du geste ou de son absence, sans prétendre donner le poids respectif de ces comportements. Il apparaît en premier lieu que les objectifs de la participation, lorsque des enjeux essentiels du pouvoir sont soustraits à la compétition, peuvent se situer à un niveau local ou national ; être affectif, marchand, social ou politique ; être aussi bien d'ordre utilitariste qu'en relation avec l'insertion dans des réseaux localisés, personnalisés, de solidarité ou de dépendance ; avoir pour fin d'apporter un soutien à un groupe politique, de cristalliser son changement mis en scène par le haut, ou encore de cristalliser son appartenance à la société en associant son geste à un acte de citoyenneté. Quant à la non-participation, elle traduit plusieurs autres postures. Elle rassemble tantôt des indifférents, tantôt ceux qui remettent en cause, individuellement ou collectivement, la scène politique officielle ; des exclus de toujours et ceux qui s'excluent ; des compétents et des incompétents ; des abstentionnistes constants et des nouveaux qu'ils soient déçus par l'alternance, qu'ils ne craignent plus les représailles du *Makhzen*, ou qu'ils ne trouvent plus rien à gagner à l'opération. La campagne produit un impact notamment sur les indécis, dans la mesure où elle joue un rôle de réactivation des orientations ou des liens préexistants, qu'elle permet la discussion ou le marchandage.

Le moment électorale émerge ainsi comme un analyseur privilégié aussi bien des représentations sociales que politiques. Il en découle que l'arène politique semble être perçue comme perpétuellement menacée par la corruption, l'ignorance, les intérêts particuliers, la fragmentation. Corrélativement, les qualités attendues d'un homme politique sont puisées dans des répertoires sociaux (dévouement, bonne réputation,

<sup>46</sup> L'analyse des bulletins annulés au XIX<sup>e</sup> siècle, effectuée par Alain Garrigou (1992, p. 42), montre encore une fois qu'il n'existe pas de spécificité absolue.



intégrité, utilité) ou dans ceux de l'excellence politique telle qu'elle a été codifiée par les acteurs en compétition (ancienneté/nouveauté, compétence, jeunesse, militantisme). Sur un tout autre plan, si la personnalisation, le localisme et la dimension de l'échange persistent, s'adaptent au scrutin de liste et à de larges circonscriptions – continuant de la sorte à constituer des incitations au vote non négligeables –, l'emprise des dépendances sociales et politiques se desserre tout en contribuant à élargir le domaine de l'abstention. Dans ce dernier cas, les transformations des modalités électorales accompagnent plutôt qu'elles ne suscitent le mouvement. Dans les circonscriptions observées, l'intérêt prime donc sur l'autorité, la proximité sur la hiérarchie sociale et familiale. Le processus d'individualisation est amorcé y compris là où les réseaux sociaux sont denses.

Dans une telle configuration, qu'en est-il des partis ? On dit la scène partisane discréditée ; elle est en effet fragmentée et incarne difficilement les clivages structurants de la société marocaine. Pourtant, ce sont les organisations ayant un capital militant, même érodé, et se démarquant malgré tout par leur sigle, qui ont été les plus saillantes. Bien sûr, j'ai essayé de le montrer, elles sont loin de mobiliser uniquement les votes « partisans » ou idéologiques. Malgré leur expérience gouvernementale qui a profondément bouleversé leur image, fissuré leur capital symbolique, suscité un vote sanction et démobilisé une partie de leurs bases, l'USFP et l'Istiqlal ont conservé un électorat qui vote de manière décontextualisée, qui demeure imprégné par ses premières socialisations, peu sensible aux aléas saisonniers. Ensuite, les victorieux de cette partie sont les abstentionnistes et le PJD. Comme cela a été observé, le premier groupe, très hétéroclite, est loin d'être l'expression des organisations qui ont appelé au boycott. Quant au PJD, il doit moins ses voix à son discours religieux qu'à des ressources organisationnelles et militantes, mobilisées, enracinées à travers le réseau associatif, et surtout à sa conquête de la tribune de l'opposition, laissée vacante par l'USFP. Si l'option pour le changement a bénéficié en 1997 au grand parti de gauche, en 2002 ce sont les islamistes qui en ont profité. Ces derniers ont pu au final agréger plusieurs mécanismes de production du vote : idéologique, éthique, conjoncturel, catégoriel, de proximité, voire même ceux du « patronage démocratique ». De cette façon, dans les circonscriptions étudiées, ils ont fait des conquêtes sur les territoires traditionnels de la gauche, comme sur ceux de l'abstention. Les pressions exercées par l'argent, par les autorités sociales et politiques tendent à céder la place à des incitations d'une autre nature. Alors même que le lancinant discours du « tout le monde est pareil » a prévalu toutes ces dernières années, les élections législatives de septembre 2002 montrent que si des idéologies se sont épuisées, ce n'est pas pour autant la fin de l'idéologie.